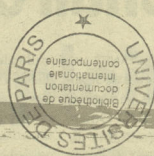


le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
26 avril au 2 mai 2001



10 FF
1,52 €

PARE, retraites, 35 heures... C'est plus qu'une grève qu'il nous faut !

LES LUTTES DES ANNÉES 94/95, du CIP au plan Juppé, ont provoqué quelques espoirs. Non seulement la conscience de classe chez les salarié-e-s est loin d'être morte, mais ces mouvements ont donné naissance à nombreux courants de sympathie vers un syndicalisme plus démocratique et plus radical. Ces « espoirs » ont en partie caché l'offensive idéologique du patronat français et européen remettant en cause les fondements de l'économie sociale construite au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le changement de sigle (CNPF en MEDEF) préfigure ce que l'on va appeler la refondation sociale.

La fin du paritarisme

Le système paritaire repose entre autres sur un partage des postes de direction d'une structure de gestion sociale (UNEDIC, Sécurité sociale...). Les syndicalistes ont tendance à s'appuyer sur ces instances paritaires pour maintenir, contrôler des acquis sociaux tandis que patronat et gouvernement souhaitent aussi intégrer les syndicats dans la gestion du capitalisme. Cependant plusieurs facteurs interviennent et remettent en cause un certain nombre d'accords : d'autre régions à l'échelle mondiale peuvent accueillir des industries (délocalisation), augmentation du chômage et donc rapport de force plus difficile à construire pour les salarié-e-s...

C'est dans ce cadre que la refondation sociale prend toute son ampleur et comporte ainsi plusieurs volets : l'assurance chômage (PARE), les prestations familiales, les retraites complémentaires, la protection sociale (assurance maladie et vieillesse), les modalités de la négociation collective...

À travers ces réformes négociées indépendamment les unes après les autres, le patronat français cherche à développer sa toute-puissance. Ernest-Antoine Seillère souhaite que « l'entreprise soit réellement la cellule de base de la société ».

Démobilisation syndicale ?

Ce qui est le plus choquant dans cette « refondation sociale », c'est sans doute les réactions syndicales. Prenons

par exemple la grève du 25 janvier dernier pour les retraites qui a mobilisé près de 300 000 personnes avec forte participation, presque inattendue, du privé. Ce mouvement était très populaire recueillant selon les sondages près de 80 % de soutien. Malgré un rapport de force qui semblait pouvoir se construire, les confédérations syndicales se sont contentées d'une grève défensive : rien sur un retour vers les 37,5 annuités, grève sans lendemain, sans suite envisagée... Dès le 10 février le patronat arrivait à retourner la situation en reportant le dossier en 2002 mais en signant avec la CFDT et la CFTC un principe de remise en cause de la retraite à 60 ans et un allongement de la durée de cotisation.

l'application du PARE et de ses éventuelles sanctions ?

Et que penser de la bataille judiciaire engagée par SUD et des associations de chômeur/euses (AC, APEIS, MNCP) ? Aveux d'impuissance qui consisterait à croire et à reconnaître la justice comme outil pouvant défendre l'intérêt des classes sociales défavorisées ?

Quel syndicalisme ?

Ces démissions syndicales qui vont faire date dans l'histoire du mouvement ouvrier reflètent l'éclatement actuel du syndicalisme de classe.

La CGT suit FO et la CFDT dans sa politique de recentrage souhaitant ainsi favoriser un syndicalisme de concerta-

tion qui trouvent leurs raisons d'être dans des questions de représentativité à l'échelle de l'ensemble de la fonction publique afin de participer à l'ensemble des organismes paritaires... ne peuvent pas forcément soulever l'enthousiasme, de part l'absence de démocratie dans ce débat et par la pesanteur que peut apporter la FSU... La CNT-Vignoles quant à elle progresse (et tant mieux...), mais la composition sociale de ses cortèges laisse à penser que les sections syndicales travaillant sur le terrain sont moins représentatives...

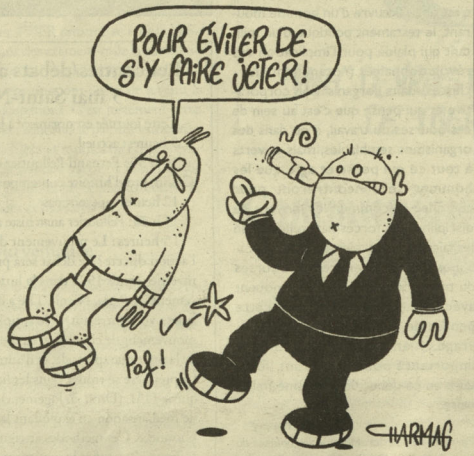
Actuellement le rapport de force fait qu'en dehors de quelques luttes sporadiques, le syndicalisme de classe n'est pas en réelle capacité de peser sur les débats nationaux, européens... On connaît depuis quelques temps des luttes avec des pratiques d'actions directes comme à Cellarex, à Heineken, à Devanlay... Ces luttes de classes ressemblent par certains aspects aux luttes/violences des ban-

lieues. On se bat avec ses moyens pour faire payer chèrement son licenciement... Mais ces luttes reflètent aussi un désespoir faute de perspectives. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que se profile dans les luttes antimondialisation (luttes auxquelles nous devons participer) un courant citoyen. Ce courant ne souhaite que gérer le système libéral, en essayant de trouver un compromis favorable pour les classes pauvres, et représente en ce sens un courant social-démocrate sans aucune base de classe.

Manques de perspectives ? Le mouvement syndical aujourd'hui et globalement n'est pas à la hauteur des enjeux. Le patronat s'en félicite. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir, et à partir des secteurs les plus combattifs (transport, luttes face aux licenciements, mobilisation autour de la retraite...) tentons de redonner des forces à un syndicalisme de classes et sans concession !

Théo Simon. - groupe FA Nantes

DESCENDONS DANS LA RUE!



Il en est de même pour le PARE. Aux propositions du MEDEF sur le PARE, la CFDT signe des deux mains (pour prendre la présidence de l'UNEDIC?) en osant parler du droit au travail et à la formation pour tous et toutes ! Les organismes sociaux représentant des mannes financières permettant de faire vivre les appareils syndicaux ; FO et la CGT signent... un accord pour être dans les institutions paritaires de l'UNEDIC et ASSEDEC sans reprendre à son compte le PARE qu'officiellement elle continue de combattre. Mais des questions se posent immédiatement : en étant dans l'institution, peut-on être réellement critique et que fera la CGT quand elle sera confrontée dans les commissions à

tion (congrès de 1999). Comment expliquer ce recentrage ? La chute du communisme d'État, la recherche d'intérêts matériels et financiers par le biais de la cogestion... ? Le soutien aux lois Aubry, à la construction européenne ou même la passivité face aux attaques du MEDEF et à la refondation sociale a entraîné des remous dans des congrès d'Union départementales ou de Fédérations mais sans qu'une opposition structurée ne se forme. Les militant-e-s libertaires ou au moins fidèles à un syndicalisme de classe se trouvent dans l'obligation de plonger dans un militantisme très local, centré sur « sa » propre entreprise... Les négociations actuelles entre les SUD et la FSU (négo-

EDITORIAL

Il n'y a pas besoin de lire dans le marc de café pour comprendre qu'aujourd'hui l'enjeu politique majeur auquel sont confrontées toutes les forces politiques est d'ordre idéologique.

C'est ainsi que de l'extrême droite à l'extrême gauche personne n'a de mots assez forts pour dénoncer la pensée unique, la mondialisation malfaisante ou mal maîtrisée, la défection des urnes et le délitement des rapports sociaux.

La palme de l'hypocrisie revient sans doute au P.C. qui, jusqu'à ces derniers jours, faisait encore le grand écart entre participation au gouvernement et pseudos actions revendicatives. L'échec de cette stratégie l'oblige à rassembler toutes ses forces et à les jeter dans l'action de rue, à Calais et ailleurs. Il va tenter de prendre l'initiative sur tous les terrains sociaux, pour survivre, quitte à sacrifier ses ministres.

De toute façon les jeux sont déjà faits pour les élections législatives et la présidentielle à venir. Le retour de la droite aux affaires se précise et chacun, à gauche, se prépare à une bénéfique cure d'opposition.

Avec le recul, nous nous apercevons que l'essentiel de l'apport de la gauche à la gestion de la société capitaliste, aura été sa capacité à faire baisser le coût du travail.

Le revers de la médaille est que cela aura sérieusement égratigné le lien culturel et idéologique qui la liait à la classe laborieuse. Encore un peu et la gauche plurielle peut voir définitivement rompue l'adhésion du monde salarié à l'idée qu'elle défendait tant bien que mal leurs intérêts. C'est par rapport à cette attente-là que la L.C.R. et L.O. se positionnent comme étant la « vraie gauche ».

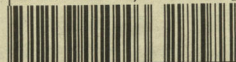
Sauf que la critique, les initiatives et les pratiques sociales alternatives existantes n'ont pas vraiment envie de se laisser phagocyter par des trotskistes, quand bien même ils feraient les beaux et les gentils.

Pourtant, sans cette nécessaire rupture d'avec la gauche, l'espace politique pour voir s'affirmer un mouvement social à caractère libertaire ne sera plus difficile. Du moins faudra-t-il y travailler dans des conditions plus confuses.

Dans tous les cas de figure, il va nous falloir être présents, affûter notre critique de la gauche et être capables d'initiatives si nous ne voulons pas nous résigner à voir piller notre bagage idéologique pour permettre à la gauche poubelle de se requinquer à peu de frais.

ISSN 0026-9433 - N° 1242

M 2137 - 1242 - 10,00 F



FOP 2520

Centenaire de la mort de Fernand Pelloutier

AU MOIS DE MARS DERNIER UN rassemblement a été organisé sur Nantes par Neuf, ATTAC, FSU, SUD Douanes... Luc Douillard (militant de Neuf, Nantes est une fête) déclarait à titre individuel dans *Ouest-France*: « Pelloutier contrairement aux marxistes ne pense pas que la révolution est proche et inéluctable... Cela fait écho aux luttes actuelles de mouvements tel qu'ATTAC, qui proposent eux aussi une réforme

radicale en instaurant une taxe sur les flux spéculatifs improductifs. »

Pelloutier récupéré ?

Mais le refus du marxisme, du sens de l'histoire, de la mystification du progrès ne fait pas de Pelloutier un social-démocrate. Et ne confondons pas une fois de plus réformisme et social-démocratie.

À travers nos luttes quotidiennes, même si gagner-obtenir quelque

chose n'est pas un but en soi ni une fin, nous sommes tous et toutes réformistes. Le social-démocrate n'est pas un réformiste, il s'apprête quant à lui à gérer le système libéral, et d'après ses dires, il le ferait mieux que le libéral...

Pelloutier sur Saint-Nazaire va connaître la création des chantiers navals avec une rapide concentration ouvrière, la venue vers la ville des paysans de la Brière, la naissance des premiers syndicats... Et Pelloutier

au cours de ces années de lutte a toujours défendu :

- l'action directe s'opposant ainsi aux méthodes parlementaires ;
- une méfiance/opposition du centralisme et du parti du peuple ouvrier ;
- la nécessité de développer une éducation critique populaire : rôle des bourses du travail.

Cent ans après sa mort alors que nombre de rues dans notre département portent son nom, alors que

pas un local syndical ne lui accorde le nom d'une salle, saluons donc deux initiatives qui restituent la pensée et l'action de Pelloutier dans sa réalité syndicaliste révolutionnaire (voir ci-dessous).

L'une d'elles consiste en la réédition de son livre posthume, « Histoire des bourses du travail » par Phénix Editions et les éditions du Centre d'histoire du travail de Nantes.

groupe FA
Nantes

Retour sur sa vie

FERNAND PELLOUTIER NAIT À Paris en 1867, au sein d'une famille dont le père est un modeste employé des postes. Douze ans plus tard, il accompagne ses parents à Nantes puis Saint-Nazaire. C'est dans cette ville que l'adolescent chétif contracte deux virus qui ne le quitteront plus : une terrible tuberculose qui finira par le tuer vingt ans plus tard (et qu'il savait incurable), et l'esprit de révolte.

L'esprit de révolte, il le doit au petit séminaire de Guérande dans lequel ses parents l'ont placé en compagnie de son frère, Maurice : mauvais traitements, nourriture infecte... « l'ordre règne » à Guérande et cela déplaît fortement au jeune homme. Trois ans plus tard, son anticléricalisme viscéral a raison de « la Calotte ». Il finit donc ses études classiques au collège de Saint-Nazaire. C'est durant cette période qu'il « entre » en politique par le biais du journalisme. Il tient ainsi à bout de bras un journal socialiste (*La Démocratie de l'Ouest*) dont le fondateur est un ouvrier typographe, Eugène Couronné ; parallèlement, il lance même au moment des élections législatives de 1889, une feuille éphémère, *L'Ouest républicain*, toute entière dédiée à la cause du candidat Briand, Aristide de son prénom, avocat alors révolutionnaire. Pelloutier n'est pas encore anarchiste. Loin de là.

Intime de Briand, formidable ora-

teur, il est aussi l'ami de Jules Guesde et du Parti ouvrier français. Engagé dans les luttes du prolétariat, il prend rapidement ses distances avec le « parti marxiste ». Ce dernier a une vision très claire de ce que doit être la mission du syndicalisme : celui-ci doit défendre, sauvegarder les intérêts immédiats du prolétariat... et laisser à l'organisation politique « la prise de possession du gouvernement et l'affranchissement définitif du travail et de la société ». En clair, pour les guesdistes, la chute du capitalisme sera l'aboutissement de l'action politique et non pas de cette fumeuse idée de « grève générale » à laquelle adhère de nombreux travailleurs et intellectuels. Fernand Pelloutier ne l'entendant pas de cette oreille, après quelques années d'échanges houleux, il rompt avec le POF (Parti ouvrier français) et s'engage dans l'action syndicale au sein de la Fédération des bourses du travail.

Les Bourses du Travail

Lorsqu'il prend en main la Fédération des bourses du travail, la situation n'est guère reluisante. Travailleur inlassable, malgré la maladie qui l'assaille et l'épuise, il va fortifier des bourses du travail et le maintenir en marge d'une CGT naissante dont il se méfie. Plus encore, il va se battre durant la poignée d'années qu'il lui reste à vivre pour faire de celles-ci de véritables centres de

solidarité ouvrière, des outils au service de la révolution sociale, de la grève générale et non seulement de lourds organes offrant des « services » aux travailleurs (le plus important de ceux-ci étant l'aide aux chômeurs, ce qui impliquait le démarchage des entreprises et le répertoire des emplois disponibles).

En 1901, vaincu par la maladie, il décède. Mais il laisse une étude remarquable sur les bourses du travail, étude que ses amis publient l'année suivante. C'est ce livre, « Histoire des bourses du travail - Origine, institutions, avenir » (préface par Georges Sorel et notice biographique par Victor Dave), que le Centre d'histoire du travail et les éditions Phénix ont décidé d'éditer en mai prochain, livre augmenté d'une introduction de l'historienne Rolande Trespé.

Cet ouvrage est remarquable à deux titres. C'est d'abord un formidable outil pour mieux comprendre l'organisation d'une bourse, ses fonctions et ce vers quoi elles doivent tendre ; c'est enfin l'œuvre d'un homme mourant, le testament politique d'un militant qui plaide pour l'implication des révolutionnaires (notamment anarchistes) dans l'organisation corporative et qui pense que c'est au sein de ces bourses du travail, « ou dans des organismes semblables, mais ouverts à tout ce qui pense et agit, que les hommes se rencontreront pour chercher en commun les moyens de discipliner les forces naturelles et de les faire servir au bien-être humain. » S'il est vain d'attendre des bourses du travail actuelles qu'elles renouent avec leur « glorieux passé », cette pensée de Pelloutier, qui clôt l'ouvrage, n'en demeure pas moins importante pour le courant libertaire en ce début de troisième millénaire.

Kittu Patsy

Fernand Pelloutier. *Histoire des bourses du travail*. Phénix Editions/Centre d'histoire du travail, disponible à la rfi-mai, est en vente au prix de 110 F (plus 15 F de frais de port) à l'adresse suivante : Centre d'histoire du travail, 2bis boulevard Léon-Bureau, 44200 Nantes. Renseignement : 02 40 08 22 04.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Service abonnement : 02 35 84 27 17
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.



Rencontres/débats autour de Fernand Pelloutier 5 mai Saint-Nazaire, le programme

Cette journée est organisée à la Maison du Peuple, place Allende.
9 heures : accueil

10 h 30 : Fernand Pelloutier et l'essor des bourses du travail avec Claude Geslin, pro d'histoire contemporaine de l'université Rennes2.

12 heures : apéro/repas

13 h 30 : Pelloutier anarchiste avec Eric Sionneau, SUD-PTT Indre et Loire
15 heures : Le mouvement des chômeurs/euses de 97, un renouveau de l'action directe? Le débat sera présentée par Nicole Thé, militante libertaire investie depuis 1995 dans la lutte des chômeurs et précaires du 18^e arrondissement de Paris. Nicole Thé a déjà développé une analyse libertaire sur ce sujet : voir entre autres le supplément de *Courant Alternatif* Été 2000. Le mouvement de chômeurs/euses est piégé entre deux tendances : celle d'abord de la politique spectacle, et d'autre part celle du risque d'institutionnalisation. La première se trouve dans les limites de l'intervention d'un mouvement tel que le DAL (Droit au logement) : « fondés sur un mélange d'action directe et de médiatisation en exploitant la fibre égalitaire, certains préférant dire républicaine... Ces méthodes atteignent vite leurs limites : le médiatique réclame toujours du neuf et le sentiment du scandaleux s'émousse. » La deuxième, en particulier au lendemain de 97, se situe dans un risque d'institutionnalisation des associations de chômeurs/euses : « pour désamorcer toute éventualité de réorganisation d'un pôle contestataire sur la question du chômage, des moyens vont être concédés aux associations de chômeurs pour permettre de mieux jouer leur rôle d'encadrement... »

Face à ces risques, quelle alternative?
17 heures : Table ronde sur l'actualité de l'anarcho-syndicalisme. Est-il une réponse à l'essoufflement du syndicalisme institutionnel et la vie de la représentation ouvrière? Que penser et que peuvent représenter des luttes radicales (de part les moyens d'actions mises en œuvres) comme à Cellatex...? Et la base là-dedans? N'a-t-elle pas les syndicats qu'elles méritent?

Au cours de cette journée, des membres de la troupe de théâtre Art Ludie présenteront des extraits de la « chanson d'un gâs qu'à mal tourné » de Gaston Gouté.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Licenciements en série

La manière c'est l'art des exploitateurs

DEPUIS DES SEMAINES, DES mois, le gouvernement de la gauche plurielle, les médias, nous démontrent, chiffres à l'appui, l'excellente, l'arrogante santé des groupes industriels français. Ceux-ci affichent leurs bénéfices, financiers et industriels, jugés par les spécialistes d'une qualité exceptionnelle, à la vitrine de la République, exhortant la force, l'intelligence, la capacité de travail du bon peuple de France. On nous galvanise dans la masse.

Les machines tournent, la croissance est entretenue, la production stimule l'ardeur des boursicoiteurs. À eux seuls, les vingt meilleurs groupes industriels français annoncent un score de plus de 140 milliards d'euros en bénéfices. En 1999, les trente premières sociétés scoraient « lamentablement » 120 milliards de profit. La métamorphose de l'économie française a accompli son œuvre, nous pouvons jouer dans la cour des grands de ce monde là. Ce monde, c'est l'internationalisation à coups de rachats, de fusions. Total acquiert Finna puis Elf pour devenir Totalfinnael, quatrième

groupe pétrolier mondial derrière Shell, Exxon et BP avec ses 49,8 milliards de francs de bénéfice. La plupart des groupes français ont vu leurs bénéfices croître de manière conséquente sans atteindre toutefois le chiffre de Totalfinnael. Renault a réalisé 7 milliards de francs pour l'année 2000.

Exploité-e-s quand on vous tient

Il leur en fallait plus ! Est arrivé le grain de sable dans les rouages bien huilés de cette merveilleuse mécanique de l'économie à la française, et mondiale d'ailleurs.

Michelin, Moulinex, Alsthom, Dunlop, et d'autres annoncèrent la vague de licenciements en même temps que des profits extraordinaires. Scandale ! Plus récemment, Danone, Marks & Spencer, AOM, Air-liberté, Bull, Valéo en firent autant. Puis, en passant par les Ardennes avec l'explosif Cellatex, Job à Toulouse, les chaussures André, EADS (groupe aéronautique européen), Usinor-packaging, Selnor, BSN, Glasspack. La Picardie touchée de plain fouet

: cinq groupes industriels s'apprent à hacher menu plus de 1300 emplois. Le problème devient régional.

Dans ce bilan, il faut laisser une place à ceux qui licencient à travers la planète, internationalisation oblige : Daimler-Chrysler, Daewoo, Intel, Ericsson, Philips, Solectron, Dupont de Nemours, Alcatel (aux États-Unis), Procter et Gamble, ABN-Amro, Aïwa, Cisco systèmes, Motorola. Ils représentent des centaines de milliers d'emplois supprimés, autant de personnes à la rue.

La loi française n'interdit pas aux entreprises qui réalisent des bénéfices de licencier. Dans l'examen de la loi de modernisation sociale en janvier 2001, la majorité a repoussé un amendement communiste qui le proposait. On peut tout au plus en empêcher l'entreprise, si elle n'a pas d'abord, examiné toutes les ressources pour préserver l'emploi. Réponse de Rachel Beaujolin, cher-

cheuse en gestion et consultante sur cette question : « En fait, cette réduction de personnels est aujourd'hui devenue la norme, et nous assistons à une course effrénée à la "minceur". Dans une situation d'incertitude il devient impensable pour les entreprises d'avoir une quelconque "surcharge pondérale". Les entreprises préfèrent prendre le risque d'être en sous-effectif car elles estiment s'adapter plus rapidement. Une fois prise la décision de réduire les effectifs on ne revient pas dessus car cela créerait un précédent. La relation actionnaires-dirigeants est naturellement empreinte de méfiance, dès lors, la tentation est forte pour les entreprises de fournir un gage de confiance... » Dont acte.

Les entreprises de travail intérimaire, elles aussi florissantes aujourd'hui, offrent leurs services à Hewlett-Packard (38) avec 200 à 400 intérimaires à l'année suivant les fluctuations. Valéo,

futur licencié, a un effectif temporaire de 17000 personnes en Europe !

Exploiteurs quand on vous lâchera

Côté lutte, le poing dans la gueule mis à l'emploi par les charognards capitalistes n'a eu comme réponse, sur le plan national, que l'effet d'un soufflet de la part des syndicats. Certes, des centaines de salariés sont descendus dans la rue à leur appel ou spontanément, à Paris, Calais où une grosse manif avait lieu samedi 21 avril ; Château-Thierry dont le maire lançait un ultimatum aux pourfendeurs d'emplois, appelait à la mobilisation des salariés, tous les salariés, des syndicats, tous les syndicats, en souhaitant un syndicalisme de territoire. Créer une défense devant l'ignoble agression. Que sont devenues ces déclarations ?

Un boycott des produits Danone ! Pendant que la clientèle se rue, se bouscule encore aujourd'hui dans les magasins Marks & Spencer depuis l'annonce de la fermeture : comme le faisait remarquer une salariée de Marks & Spencer présente à la manif de Lyon mercredi 17 avril organisée par la CGT, qui a eu là (pour une fois ?), l'excellente initiative de réunir les salariés licenciés ou non de BSN (VMC Givros), Marks & Spencer Lyon, La Roseraie (clinique Venissieux), Aventis-Cropsience.

Sans nul doute, fédérer les luttes comme nous le rappelons si souvent, nous les anars, sera notre force saine et somme toute logique pour remédier radicalement aux problèmes posés par le rendement capitaliste. Mais aussi être vigilant, curieux, amenant critiques pertinentes sur nos lieux de travail envers ceux et celles qui nous exploitent en toute liberté. Mais aussi porteurs de projets d'égalité sociale pour ceux et celles qui sont confrontés tous les jours à cette situation associée (ou d'associabilité), nous !

Daniel. - groupe Déjaque (Lyon)

Montpellier: fac évacuée pendant les vacances

La levée des piquets de grève le jeudi 29 mars de peur de voir la situation dégénérer (bastons) a sonné un peu le glas du mouvement de grève à Paul Valéry, même si un nombre impressionnant de personnes étaient encore présentes en AG ce jour-là. Ensuite, la campagne de désinformation dans les médias se poursuit pendant les vacances : la grève aurait coûté 600 000 F pour dégradations, des étrangers à la fac seraient en présence nombreuse dans la fac, il ne resterait que des squatteurs étrangers aux étudiants et la fac serait fermée du mercredi 11 avril au mardi 17 avril pour grand nettoyage... Cependant, le collectif continue de se réunir, l'UFR critique se réunit, propose un échange de savoirs en dehors des cours, des examens et de la compétition et met en place une bibliothèque dans un bâtiment occupé, le collectif enseignant nous apporte son soutien ; des personnes ont prévu de revenir à partir du lundi 9 avril pour maintenir les occupations. C'est justement cette date que choisit la présidente pour faire évacuer toute la fac par une entreprise de sécurité. 30 personnes accompagnées de chiens et munies de rangiers évacuent alors par la violence les quelques occupants à partir de 6 heures du matin. Une personne est même blessée au genou et porte plainte contre la présidente et l'entreprise de sécurité pour coups et blessures.

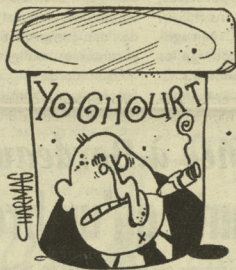
Occupation sous surveillance

Le mardi 17 avril, jour de rentrée, à 8 heures le collectif réoccupe une des salles précédemment occupées, toujours sous la surveillance des vigiles. Peu de temps après le secrétaire général leur demande de nous dégager de la salle. Nous résistons. Et quelques instants après, un salarié des IATOSS leur demande de sortir de la salle pour éviter qu'ils ne commettent d'autres violences, ce que les vigiles font. Ils quittent ensuite la fac comme prévu. Une rencontre mouvementée a lieu ensuite entre le Collectif étudiant et la présidente. Une prof refuse de faire son cours sous filage et l'explique aux étudiants. Une AG regroupant 250 personnes vote ensuite une manif nocturne pour le jeudi 19 avril. Celle-ci regroupe 70 personnes. Arrivées devant le rectorat, des palettes sont brûlées. Mais un incident se produit, le bideon d'essence brûle à son tour. Une personne a le visage légèrement brûlé. C'est à ce moment que la police nationale intervient : interpellation « musclée » de la personne blessée, regroupement des manifestants pour réclamer sa libération, tir de grenades lacrimogènes, tentative d'arrestation d'une personne qui est délivrée par les manifestants, un passant crève le pneu du fourgon et est aussitôt arrêté, des matraquages ont lieu dans la rue. Les manifestants reculent légèrement mais restent dans la rue. Le premier interpellé est finalement transporté aux urgences (après négociations) et ne subira aucune poursuite. Le deuxième est transporté au commissariat... pour simple vérification d'identité et est vite relâché pour manque de preuves. Une étudiante porte plainte pour coups et blessures auprès du procureur de la république.

À ce jour, le Collectif enseignant s'est dissous, les vigiles rodent sur la fac toutes les nuits et interdisent quiconque de rejoindre la salle occupée depuis 21 heures, la mobilisation s'effondre petit à petit, les examens approchent... mais l'Atrium est encore occupé. Une prochaine était prévue pour le mardi 24 et une manif le jeudi 26.

David. - groupe Un Autre Futur (Montpellier)

LE NOUVEAU DANONE



AVEC DE VRAIS MORCEAUX DE MERDE !

Communiqué des Femmes en noir contre les expulsions et les centres fermés

FACE À UN ÉTAT QUI DURCIT SA POSITION SUR les questions d'immigration et qui a fait de la solidarité un délit, nous revendiquons le droit et le devoir de désobéissance civile. Nous rappelons aux ministres, qu'élu-e-s par le peuple, ils/elles sont censé-e-s proposer des améliorations de la condition de chacun-e et non faire donner les gendarmes à la moindre réaction de bon sens face aux nombreuses injustices.

Symbole morbide des sans-papiers et sans-droits de notre société, Sémira Adamu a trouvé la mort sous la pression physique des gendarmes obéissant à leur ministre. Ces gendarmes se trouvent bien seuls au moment de réprimer de leurs actes. Quelle égalité devant la justice de notre pays !

Sémira était venue en Belgique pour tenter de trouver refuge dans une démocratie pourtant au fait des droits des femmes. Ainsi le meurtre de Sémira, bien que largement médiatisé, a été présenté à la population comme un drame individuel concernant une femme en particulier.

Après ce meurtre et sa médiatisation, nous avons pris conscience qu'il fallait s'organiser en tant que femme pour faire entendre la voix des femmes et faire reconnaître la dimension collective de la violence faite aux femmes dans les pays qu'elles fuient et le caractère politique de cette violence. Nous avons constaté que la convention de Genève dans sa définition du "réfugié" ne prend pas en considération l'appartenance sexuelle comme pouvant être cause de persécution donnant droit à l'asile.

Nous, Femmes en noir contre les expulsions et les centres fermés sommes solidaires des personnes migrantes et de leur juste aspiration à une vie meilleure.

Si le degré de démocratie d'une société se mesure à la place qu'elle fait aux personnes étrangères, ce qui se passe en Belgique est édifiant : parquées dans des zones de non-droit, victimes de tracasseries administratives sans fin, expulsées avec une violence inouïe (liens de plastique compromettant la circulation sanguine, maintien des personnes entravées des heures durant, injections forcées de calmant...)

La même logique sécuritaire (contre qui ?) est à l'origine de la criminalisation des réactions justifiées de la société civile. Tous les collectifs, issus de cette société civile, s'organisent sur une base politique et c'est ce qu'on leur refuse. La criminalisation du mouvement social se fait sur des accusations grossières et grossières où, par exemple, une facture de pressing suffit à mettre une personne en prison pour fait de vandalisme !

Les Femmes en noir sont solidaires dans l'action et la répression ce qui signifie que nous étions présentes lors des manifestations qui font l'objet des inculpations.

Nous réclamons la fermeture des centres fermés et l'arrêt des expulsions.

Nous réclamons une réelle liberté de circulation des personnes et pas seulement des biens. Nous réclamons une réelle liberté d'expression et d'opinion.

Femmes en Noir (Bruxelles)

Eau secours ! De la régie directe à l'autogestion

LA MANIFESTATION DU 14 AVRIL à Lamballe à l'appel du collectif « Eau pure » regroupant un très grand nombre d'associations a réuni 3000-4000 personnes sur le thème de la qualité de l'eau. Les différents groupes de l'Union régionale bretonne de la Fédération anarchiste y étaient présents.

Lamballe, fief de la production porcine des Côtes d'Armor s'est retrouvée au centre de beaucoup de convergences et de divergences. Les syndicats FDSEA (1) et CDJA (2) ont bloqué un certain nombre d'accès pour exprimer leur ras le bol d'être la cible de « l'écologie aveugle » selon leurs propres termes. Des associations très diverses de toute la Bretagne ont bravées les obstacles (barrages, opération « escargot », intimidation) pour revendiquer le droit à une eau saine et les moyens de l'obtenir. L'arbitrage est resté à ces fidèles CRS (3) et autres gardes mobiles en nombre plus qu'impressionnant.

Des constats accablants

Nous payons l'eau de moins en moins potable et de plus en plus cher. Nous nous empoisonnons doucement aux nitrates, phosphates, pesticides et autres métaux lourds... en les buvant. D'abord, l'agriculture

productiviste subventionnée apparaît comme la cause principale de gaspillage et de pollution de l'eau car elle est à la recherche des rendements toujours plus élevés à l'aide d'engrais et de pesticides très performants mais nocifs pour l'être humain. Poussé par les banques, l'agrobusiness, le tout-puissant syndicat FNSEA, les élevages hors sol se développent avec la bénédiction de la plupart des élus au-delà de l'acceptable et au mépris de tout le système hydrographique. Un des rapports de la cour des comptes dénonce, par ailleurs, le manque de transparence et même la corruption fréquente, de la part des élus, dans la gestion des services publics d'eau et d'assainissement.

Des milliards d'argent public (programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole, plan Bretagne Eau Pure...) ont déjà été dépensés sans aucun résultat. D'une part, les préfectures continuent d'accorder, contre toute légalité, des autorisations d'élevages hors sol. D'autre part, la FNSEA, qui « cogère » depuis 50 ans la politique agricole avec les gouvernements successifs et qui gère sans contrôle tous les instruments de la politique agricole (coopératives, sécurité sociale des paysans (MSA), l'assureur Groupama, le Crédit agricole, ...) a toujours encouragé les élevages de porcs clandestins en Bretagne et détourne chaque année

par le biais de l'ANDA locale 985 000 F au titre de « la promotion de la qualité de l'eau ».

Ensuite, le cycle de l'eau est entravé par les canalisations des cours d'eau, par les captages industriels urbains et agricoles, par l'assèchement des zones humides, par l'imperméabilisation des surfaces dues au macadam. Ailleurs la crise de l'eau est source de conflits : on en recense actuellement 300 zones (Israël contre Jordanie, Iran contre Irak, Ethiopie contre Soudan...). En Bolivie en avril 2000, la privatisation de l'eau et l'augmentation de 45% des tarifs a déclenché des insurrections pendant deux semaines.

Les multinationales se spécialisent déjà dans l'assainissement, la dépollution, tentent de réparer leurs dégâts en faisant payer les usagers.

Eau-togestion

Tout de suite, nous pouvons exiger l'accès des consommateurs aux commissions locales de l'eau (CLE), la création de parcs naturels hydrographiques ; le strict respect des périmètres de captage, un arrêt des autorisations d'installations pour les élevages industriels en zone de bassin versant, des analyses complètes de l'eau comprenant de nouveaux paramètres obligatoires (dioxine, métaux lourds, radioactivité...) dont les résultats seront largement com-

muniés au public, le retour en régie directe de la gestion de l'eau, des campagnes de sensibilisation auprès des populations sur les thèmes de l'environnement, du gaspillage.

Pour nous, ces exigences immédiates ont besoin d'être dépassées. L'eau, indispensable à la vie (au même titre que l'air), est un bien naturel du patrimoine universel et ne doit pas être gérée comme un produit de consommation soumis aux règles du marché. Nous exigeons la gratuité.

Pour un réel souci de l'intérêt collectif et l'égalité sociale, nous vou-

lons que son assainissement et sa distribution soient autogérés dans les communes par les salariés des services concernés avec les usagers intéressés.

L'avenir de l'eau, de la planète, du genre humain, ne passe pas par un maquillage au vert de la part des politiciens et des industriels du capitalisme et du productivisme

Nicolas - groupe Francisco Ferrer (Lorient)

(1) Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.

(2) Comité départementale des jeunes agriculteurs.

(3) Compagnie de répression sanguinaire.

Journée de biovigilance à Bordeaux

La vie est plus importante qu'un brevet !

C LE 17 AVRIL 2001, LE COMITÉ D'ACTION anti-mondialisation libérale de Gironde s'est investi dans la journée internationale des luttes paysannes et dans la journée internationale du refus des OGM. Pour refuser d'être les cobayes d'une expérience grandeur nature, contre la menace à la biodiversité, pour valoriser les semences paysannes, contre la destruction des agricultures paysannes par la dépendance aux industries de la chimie, et la mise en place de la phase finale de l'industrialisation de l'agriculture, alors qu'il n'y a plus depuis le milieu des années 30 de problème de manque de productions agricoles, pour revendiquer la souveraineté alimentaire, pour refuser les exportations alimentaires à bas prix et les politiques néo-libérales qui ruine les petits paysans des pays du Sud tout comme ceux des pays développés et enfin pour refuser le hold-up sur le vivant, car s'il n'y avait pas de brevetabilité, il n'y aurait pas d'OGM et ainsi affirmer que la vie est plus importante qu'un brevet ! Pour tout cela, il a été décidé d'intervenir sur une forme où on ne nous attendait pas. Nous étions attendus pour détruire des OGM, nous avons décidé de tenter le dialogue avec les responsables. Cela fut fait en présence des forces de l'ordre plus nombreuses que les manifestants, mais cela fut fait. Nous avons rencontrés les responsables de l'INRA d'Aquitaine à Villenave d'Ornon (33) après un pique-nique sur le site.

Un dialogue difficile

Ensuite, nous avons débattu avec le responsable du centre, des chercheurs et des stagiaires dans un amphithéâtre. L'INRA face à la contestation a décidé d'entrouvrir ses portes au dialogue. On nous a informé qu'à Bordeaux même avait lieu des expériences OGM, mais protégés sous serres aux normes S2 et S3 (sic). Des échanges de vues, on retiendra la difficile dialogue sur l'indépendance des chercheurs (« personne ne vient me dire quoi chercher ! »), les limites aux positions personnelles (« nous sommes contre la brevetabilité du vivant, mais si on dépose pas un brevet c'est le privé qui va le

déposer sur nos recherches ! »), la confiance dans la science (« je suis contre génoplant, mais pas contre la recherche sur les OGM, si ceux-là ne servent pas, on en trouvera bien qui serviront au moins pour la santé »), d'autres étaient conscients des problèmes et se posaient la question de savoir comment des chercheurs de l'INRA avaient pu apporter leurs cautions à la recherche sur les OGM au même moment où était annoncé les problèmes de dissémination de germes de plantes OGM au Canada dans des espaces qui n'étaient pas réservés aux OGM. Ces questions de biflèvre au même titre que la question des brevets, montre qu'il ne peut pas y avoir coexistence durablement.

Informers et mobiliser

Arriverons-nous à finir le débat avant que toute l'alimentation soit OGMisée ? Il est encore temps d'agir sur l'autre bout de la chaîne. C'est pourquoi, nous sommes partis dans un centre commercial du centre-ville. Là, nous avons trouvés des policiers en uniforme en plus de l'armada des vigiles du centre commercial. Nous avons diffusé nos tracts, échangé rapidement avec les clients puis sommes rentrés dans le centre avec nos déguisements et banderoles en chantant « OGM, on n'en veut pas ». Tous jours encadrés. Nous avons tentés de rentrer dans le centre et demander à rencontrer le directeur, qui comme le dit la presse locale n'a pu que dire qu'il était biovigilant et que dans les produits de la marque de la chaîne des OGM, il n'y en avait pas (sic), mais personne ne l'a cru. Nous avons donc conclu cette journée en disant que non, il ne pouvait y avoir le choix et avons demandé le maintien du moratoire sur les organismes génétiquement modifiés. Il faut bien reconnaître que le choix de la journée en semaine n'a pas facilité la mobilisation. Étaient présents les camarades de l'union syndicale Solidaires de Gironde avec les syndicats SUD les plus actifs, la Confédération paysanne, ATTAC, AC !, des camarades de l'Athénée libertaire, du Chiapas, Verts, LCR, FA, FSU...

Philippe Arnaud - groupe Emma Goldman (Bordeaux)



crises de foi

Les religions mènent toutes au crime

Au Pakistan, des étudiants islamistes ont publiquement brûlé des centaines d'exemplaires du journal *Frontier Post*, car celui-ci a publié une lettre d'un lecteur attentif à la réputation de Mahomet. La missive laissait entendre que le prophète n'était pas un modèle de vertu. Les journalistes coupables d'avoir autorisé la publication ont été arrêtés. Ils risquent la peine de mort. Sans que cela émeuve la communauté internationale, au contraire des bouddhas géants qui ont été détruits par les talibans en Afghanistan. Certes, nous ne pouvons que condamner les talibans pour cette destruction, mais ce n'est qu'une partie de la réalité du régime taliban.

Le régime taliban existe et vit en partie grâce à l'aide des États-Unis. Bien d'autres pays musulmans ont les mêmes politiques vis-à-vis des femmes, de la liberté d'expression, la peine de mort... Les talibans vont à peine plus loin que nos grands amis, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Pakistan que nos gouvernants se gardent bien de critiquer. Quelque part, s'insurger pour deux statues, cela permet à nos démocrates de se donner une bonne conscience sans rien remettre en cause. Quant aux raisons avancées par les talibans, elles sont celles avancées par toutes les religions et leurs représentants qui ont toujours estimé que seul leur religion était dans le vrai, les autres étant des superstitions d'infidèles. Ainsi le mollah Omar a justifié les destructions « de toutes les statues du pays, car elles représentent les dieux des infidèles ». Si le Vatican avait plus de pouvoir en Europe, et si la religion catho enflammerait plus les esprits des croyants, alors, on aurait droit à des autodafés de disques de musique pop et rock car le cardinal Ratzinger, qui est aussi le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, émet à l'égard de ces musiques des critiques : elles sont des « expressions de passions élémentaires ». Tel le sexe, ce qui est horrible. Quant à l'opéra, le cardinal accuse cette musique d'avoir « rongé le sacré ». Allez, les cathos, encore un petit effort et vous ferez comme en Afghanistan : vous interdirez toutes les musiques.

Régis Boussières - groupe Kronstadt (Lyon)

Vite fait...

■ Soutien. A l'université de Lille 3, les **précaires** représentent 27,8% de l'ensemble du personnel. Comme un peu partout en France, un collectif d'enseignants-chercheurs précaires s'y est constitué pour l'amélioration de leur condition de travail, de rémunération et l'obtention d'un véritable statut.

■ Le groupe **Philips** a annoncé la suppression de 6000 à 7000 emplois, sans donner de précision quant aux sites touchés

■ **Japon.** D'après un récent sondage, 3,5% seulement des personnes interrogées ont confiance dans les hommes politiques. On se demande vraiment pourquoi.

■ Depuis l'annonce de la fermeture de tous ses magasins en France, l'action **Marks & Spencer** a augmenté de 7%. Entre actionnaires et salarié-e-s, les intérêts ne sont décidément pas les mêmes.

■ Après 7 heures de débat, les députés ont adopté l'allongement du **délai légal de l'IVG** de 10 à 12 semaines. Ceci devrait permettre à 80% des femmes (environ 2000) qui étaient auparavant hors délais de ne plus être obligées d'aller avorter à l'étranger... Reste le problème des 20% restantes, pour qui il faudra encore se battre. La lutte continue.

■ En Allemagne comme en France, la social-démocratie réduit le chômage en radiant les chômeurs. En l'an 2000, plus de 60000 **chômeurs allemands** ont été radiés de leur droit légitime à l'allocation chômage pour différents motifs dont bien sûr le célèbre et international « ne recherche pas sérieusement un emploi ».

■ **Pasqua**, le matador grand-guignolesque du national-gaullisme, se retrouve visé par deux informations judiciaires concernant les trafics d'armes avec l'Angola. Les juges ont en effet découvert des liens entre les comptes du RPF et ceux du marchand d'armes Pierre Falcone.

■ **Action directe.** Les salariés de **Pechiney-Magnagnac** (Haute-Garonne) ont occupé leur usine mardi 17 avril pour protester contre sa fermeture définitive.

■ Grâce en partie à l'importante mobilisation internationale, les 39 compagnies pharmaceutiques qui avaient assigné le gouvernement sud-africain en justice pour avoir autorisé l'importation de médicaments **génériques** contre le sida (nettement moins coûteux que les originaux of course) ont retiré leur plainte.

■ Au moins quatre banques anglaises ont été piratées par des **hackers**. Bilan: quelques centaines de milliers de livres effacés d'un clic de souris comme s'ils n'avaient jamais existé. Comme quoi l'économie virtuelle, c'est bien peu de chose...

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Sommet des Amériques à Québec De qui veut-on vous protéger ?

IL PARAÎT QUE C'EST À CAUSE DE nous qu'on va mettre une clôture au milieu du quartier et 5 000 flics autour. Vous comprendrez que, dans ce contexte, on aurait deux ou trois choses à vous dire. Nous sommes des anarchistes de Québec: comme vous, nous vivons et travaillons au centre-ville, qui dans Saint-Jean-Baptiste, qui dans Saint-Roch, qui dans Saint-Sauveur. Même si nous n'avons pas collectivement déterminé de ligne tactique particulière pour le Sommet, depuis quelques mois, on n'a de cesse, dans les journaux et à la télévision, de vous mettre en garde contre nous. Certains, ne sachant pas qui nous étions — on cache bien notre jeu — et s'imaginant sans doute qu'un anarchiste ça a nécessairement l'écume aux lèvres et le regard fou, nous ont mis en garde contre nous-mêmes...

Sur les mesures de sécurité

À notre avis, si les élites économiques et politiques ont effectivement été traumatisées par les événements de la rencontre de l'OMC à Seattle, ce n'est pas pour éviter un «Seattle» à Québec que la police met le paquet sur la sécurité du Sommet des Amériques. De un, les affrontements de Seattle ont été provoqués par une anti-émeute qui avait carrément pété les plombs parce qu'elle était incapable de déloger 4 000 à 5 000 militantes non-violentes qui bloquaient le centre-ville avec l'appui de 50 000 à 70 000 syndicalistes (les attaques contre les vitrines de certaines multinationales ciblées ont commencé plusieurs heures après le début de l'offensive policière). De deux, c'est en empêchant les gens de manifester et en leur opposant une anti-émeute massive et crinquée qu'on risque de provoquer un «Seattle à Québec». Pour nous, les mesures de sécurité ont un autre but. D'abord, psychologiquement, le message envoyé est «nous pouvons nous rencontrer n'importe où dans le monde sans problème». Le capitalisme est triomphant et il doit montrer qu'il est plus fort que tous ses opposants. C'est une question d'image. Ensuite, pour la police, il s'agit là d'une magnifique occasion d'aller chercher des fonds et du matériel supplémentaires et d'accroître son pouvoir politique et social. En gros, pour tout ce qui est mesures de sécurité, la police a carte blanche, y compris pour passer par dessus les obstacles légaux tels les droits et libertés. La police est au service des riches (et des touristes!). Pour nous, cela souligne un certain nombre de choses sur la nature de notre société. Premièrement, théoriquement ce qui fait la différence entre un État policier et une démocra-

tie, c'est la présence des droits et libertés. On argue que le Sommet est une circonstance exceptionnelle, or, justement, la valeur des droits et libertés ne se vérifie qu'en situation exceptionnelle. Sinon, ça ne vaut rien. L'État de droit des libéraux, c'est donc un État où le capital a tous les droits (y compris celui de les suspendre tous, sauf les siens). D'ailleurs, à propos de la démocratie, quand dans un État seuls les technocrates de très haut niveau et les têtes de lobby patronaux ont accès aux textes des accords commerciaux, ça en dit long sur qui a le pouvoir. Pour nous, c'est clair que l'État dans lequel nous vivons est une dictature de classe (celle des élites financières et industrielles) à peine camouflée et le Sommet en est une illustration flagrante.

Sur la lutte contre le Sommet

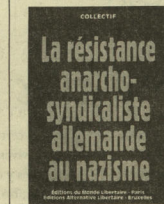
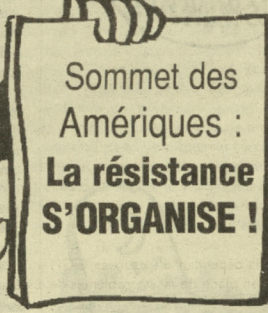
Pour nous la lutte, contre la mondialisation est indissociable de la lutte contre le système économique qui la soutient: le capitalisme. Nous sommes radicalement contre le capitalisme et c'est parce que la mondialisation aggrave la situation que nous nous y opposons. Pour nous, les entreprises capitalistes sont des tyrannies privées, des dictatures, dans lesquelles les salariéEs n'ont que les droits arrachés de haute lutte. Le capitalisme crée une richesse inouïe et il fait rouler l'économie, c'est vrai, mais c'est au prix d'une

loin et nous disons que l'État, qui repose sur l'autorité et le pouvoir des élites, ne fait pas partie de la solution mais du problème. Il n'y a aucune raison de soutenir un système de gouvernement qui va systématiquement à l'encontre des intérêts de la majorité de la population et qui, de plus, se réserve le droit d'imposer les décisions des riches et des puissants à tous et toutes. L'État est un monstre froid. Si la démocratie a encore un sens, elle ne peut se construire qu'à l'extérieur de l'État et contre lui.

Pour une lutte radicale

Nous sommes pour une lutte radicale, qui va à la racine des problèmes, et sans concession. Nous refusons les règles du jeu et, donc, refusons de nous enfermer dans les limites du «possible» et des réformes sans conséquence. Nous ne sommes pas contre toutes les réformes a priori, certaines sont effectivement bénéfiques et peuvent aller contre la logique du système, mais nous sommes contre le réformisme.

Nous sommes révolutionnaires, si en chemin nous réussissons à arracher des concessions importantes au pouvoir, tant mieux, mais vous ne nous verrez jamais quêter des miettes. Notre



En décembre 1919, lors de son congrès constitutif, la *Freie Arbeiter Union Deutschlands* (FAUD) adopte la déclaration de principe d'un syndicalisme qui rejette l'État et le parlementarisme. En 1923, la FAUD se proclame anarcho-syndicaliste, adhère à l'Association internationale des Travailleurs anti-autoritaire et compte, à son apogée, 200 000 cotisants. Helmut Rüdiger, Augustin Souchy, Arthur Lehning ou Rudolph Rocker en sont les figures de proue. En janvier 1933, Hitler, après avoir remporté les élections, devient chancelier. Cinq jours plus tard, les libertés de la presse et d'association sont supprimées. En mars 1933, le siège de la FAUD, est perquisitionné. Le 10 juillet 1933, Erich Mühsam est pendu par les SS au camp de concentration d'Oranienburg. On connaît la suite... Cette brochure nous raconte tout cela. **La résistance anarcho-syndicaliste allemande au nazisme dans la Ruhr et en Rhénanie (1933 -1945)**. Collectif. Co-édition Alternative libertaire. 66 pages. 30 F.

abonnez-vous! • abonnez-vous! •

dans le monde

Guerre au Moyen-Orient La paix passe par le fédéralisme

UNE FOIS DE PLUS NOUS sommes amenés à dénoncer la politique de l'État israélien au Moyen-Orient, région où pourtant les situations sociales et économiques des populations ne manquent pas d'être catastrophiques.

Difficile de faire plus dans l'ignominie que le quadrillage militaire et policier confinant les populations palestiniennes dans des ghettos étanches semaine après semaine. Difficile d'être plus arrogant que ces colons intégrés israéliens qui pavoisent dans leurs villages fortresses les armes à la main et qui étendent régulièrement leurs colonies à coups de bulldozers, sous la protection des tanks.

Difficile d'être plus cynique quand toutes les sources d'approvisionnement en eau sont sous contrôle israélien, privant ainsi d'irrigation les terres des paysans palestiniens.

Difficile de faire plus dans l'humiliation que de nier l'existence même d'une culture palestinienne pourtant vivante et présente depuis des millénaires sur les bords du Jourdain.

C'est pourtant ce que fait l'État israélien en refusant aussi toute possibilité de retour pour les deux millions de Palestiniens, exilés dans des camps en Jordanie et ailleurs, depuis 1948 pour certains.

Ce terrorisme d'État ne peut pas s'expliquer par la seule action des groupes armés du Fatah ou du Hamas qui essaient, avec de faibles moyens militaires, de mener une guérilla contre la présence israélienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Même s'ils utilisent aujourd'hui des mortiers rudimentaires, les guérilleros palestiniens sont bien incapables d'ébranler la puissance militaire des tanks et hélicoptères de combats israéliens.

Cette évidence est tellement forte que l'État américain a été obligé de se fendre d'un communiqué de réprobation lorsque l'État israélien a occupé une partie de la bande de Gaza officiellement « autonome ». Peut-être parce que cela révélait un peu trop les limites de cette autonomie toute artificielle.

Sortir d'une impasse meurtrière

La réalité est que l'État israélien impose son existence par la force depuis sa création. Il est incapable de trouver d'autres sources de légitimité que dans des postulats bibliques ubuesques et dans les manipulations politiques issues de la culpabilité occidentale face au génocide juif.

Ces logiques-là n'ont créé que des situations de guerre et des frustrations pour toutes les populations.

L'existence d'un État israélien est une impasse meurtrière et la stratégie de la prétendue « Autorité palestinienne » à créer son pendant palestinien ne peut que renforcer la reproduction de cet inextinguible incendie.

Il n'y aura pas de processus de paix possible sur des bases étatiques, parce que l'État est par définition une structure d'enfermement pour celles et ceux qui s'identifient à une nationalité et une machine à exclure celles et ceux qui se considèrent ou qui sont considérés comme n'appartenant pas à cette communauté nationale. Nous l'affirmons avec modestie mais avec force parce que l'observation des faits oblige à ce constat.

Un jour ou l'autre, il faudra bien que les populations palestiniennes acceptent l'existence des populations juives amenées là, sur la terre palestinienne, par des circonstances historiques qui sont ce qu'elles sont. Au bout du compte leur présence n'est pas un drame en soi et peut même être un élément enrichissant pour tous.

Un jour ou l'autre il faudra bien que les populations juives acceptent le fait de l'existence des populations palestiniennes, présentes depuis des millénaires dans cette région. Et ce n'est pas un handicap pour que vive et se perpétue l'identité juive, bien au contraire.

PÉROU

Contestations autour d'une usine du groupe Danone

Des écologistes demandent la fermeture de l'usine Lucchetti, appartenant aux groupes Danone de France et Findim d'Italie. Cette usine fonctionne avec de l'eau « gratuite » de la réserve naturelle de Aves migratorias Pantanos de Villa-Chorrillos, Lima, à 100 mètres du Pacifique.

Une nouvelle fois, des dizaines d'activistes écologistes se sont mobilisés le 10 avril en début de matinée pour protester contre la présence de cette usine qui fabrique des pâtes au lieu-dit Pantanos de Villa, qui est une halte pour les oiseaux migrateurs, unique réserve dans la zone métropolitaine.

Les écologistes, qui qualifient l'entreprise chilienne « d'usine de la honte », arrivèrent sur les lieux à 8h00 du matin avec affiches et pancartes reprenant leurs revendications, alors que dans le même temps, un autre groupe formait une chaîne humaine et se bandait les yeux en signe de protestation. L'entreprise Lucchetti se trouve installée illégalement dans cette zone écologique. On se souvient que dans les K7 mettant en accusation de corruption Vladimir Montesinos (vendeur d'armes à la CIA, conseiller dans le Plan Colombie et la « chasse aux terroristes »...) on le voyait en affaire avec des fonctionnaires chiliens. Il força aussi le précédent pouvoir judiciaire (qui est toujours le même aujourd'hui) à donner un verdict en faveur de Lucchetti.

Dans ce contexte, les manifestants demandent la fermeture définitive de cette usine qui, grâce au pouvoir judiciaire corrompu du régime dictatorial de Fujimori (1), s'est installée dans le dernier refuge écologique de Lima.

De même, un autre groupe d'écologistes a demandé à la population de ne pas acheter les produits Lucchetti, de la même façon que le fit le maire de Lima voilà deux semaines, en guise de rejet des entreprises étrangères qui ne respectent pas les lois et se moquent des décisions du peuple péruvien.

Au moins 67 espèces de plantes, et autant d'espèces d'oiseaux qui ont besoin d'un environnement particulier sont gravement touchées à cause de la présence de cette enceinte privée qui, pour fabriquer des pâtes pour le monde entier (Russie, États-Unis, Europe), se sert de l'eau dont les espèces migratoires se nourrissent pour continuer leur route.

Les activistes de la région continueront à manifester pacifiquement dans le but d'attirer l'attention de l'opinion publique et de la sensibiliser devant ce grave problème écologique et de corruption. Le boycott des pâtes Lucchetti au Pérou est un succès.

Transmis par les Relations Internationales (source A-Infos)

(1) Ex-président péruvien («El chino») en fuite.

LES PALESTINIENS NE PEUVENT PAS VIVRE SUR LEUR TERRE



Appel à la solidarité avec les prisonniers anarchistes de Turquie

LE MARDI 19 DÉCEMBRE DERNIER, LES AUTORITÉS TURQUES lançaient l'opération « Retour à la vie » contre une vingtaine de prisonniers pour stopper une grève de la faim, surnommée « grève de la mort » de près de 280 détenus-e-s politiques (membres pour la plupart du DHKP-C et du TKP-ML, deux organisations marxistes-léninistes). Ce mouvement de protestation voulait dénoncer la réforme des prisons, dont la création des cellules de type F, cellule pour une à trois personnes. Les prisonniers craignaient une plus grande exposition à la torture, qu'il n'est plus besoin de démontrer dans ce pays, et réclamaient différentes mesures (abrogation des tribunaux de sûreté de l'État, des lois anti-terroristes, libération des prisonniers malades, procès des meurtriers de prisonniers comme le massacre de vingt détenus dans la prison de Diyarbakir en septembre 1999...).

Cette opération a officiellement fait 32 morts (dont deux femmes). Mais la grève de la faim s'est poursuivie, et s'est amplifiée, puisque l'on compte près de 400 grévistes, accompagnée d'une grève de la faim tournante menée par 1600 autres. Elle est réapparue dans les médias à la mi-avril avec le décès de neuf grévistes, après plus de 175 jours du jeune de la mort. Une centaine a été hospitalisée de force. En 1996, la dernière grève de la faim avait fait officiellement 12 morts, et de nombreux handicapés (séquelles telle perte de la vue, de l'ouïe ou de la raison). La répression n'a pas mis fin à un mouve-

ment où certains groupuscules jouent aussi leur survie. En effet, les détenus vivent dans des blocs, jusqu'à 100, les organisations révolutionnaires y continuent leurs activités et y font régner leur loi. En cinq ans, on dénombre 86 prisonniers tués par leurs codétenus, parmi eux deux anarchistes. En effet, les prisons turques ont aussi leurs prisonniers anarchistes, kurdes ou turcs, environ une vingtaine.

Les anarchistes victimes de l'isolement

L'un d'entre-eux qui est sorti depuis, a témoigné de l'isolement dont sont victimes nos compagnes et compagnons. Il ne sont pas soutenus par les comités de prisonniers existants, pilotés par les organisations marxistes-léninistes, car considérés comme des traîtres à la révolution. Cet isolement peut aller jusqu'à l'assassinat, comme celui d'un jeune antimilitariste, ancien membre d'une organisation de guérilla maoïste, le TIKKO, qui fut assassiné en 1998 dans la prison de Bursa par ses anciens camarades.

Pour palier à ce manque, l'ATDA (en français, comité de soutien aux prisonniers anarchistes) fut créé au début de l'année, il a pour objectifs :

- soutenir les camarades anarchistes financièrement, socialement et de manière collective ;
- essayer de résoudre les problèmes de santé des camarades malades ;

Qu'on le veuille ou non l'alternative possible à l'état de guerre permanente actuelle réside dans une solution politique à caractère fédéral, qui garantisse à chacun l'autonomie individuelle et collective, l'accès à l'ensemble des territoires et aux ressources du sol et du sous-sol, l'égalité sociale quelles que soit l'origine des individu-e-s, leur culture ou leur religion.

En dépit d'une actualité qui laisse peu de place à cette perspective à caractère libertaire, nous savons que les liens culturels et sociaux entre populations juives et palestiniennes sont plus proches et tenus que leur représentation politique ne le laisse paraître. Dans les pires moments, il subsiste toujours, des deux côtés, des volontés qui œuvrent dans ce sens, en dépit du silence médiatique, voire de la répression politique dont ils peuvent être l'objet.

Pour notre part nous prenons le pari que seule l'action des forces sociales émancipatrices sera à même d'enclencher une dynamique de paix. C'est à cette construction que nous travaillons. Pour le moment il n'est malheureusement question que de pacification armée.

Bernard. — groupe Déjàcque (Lyon)

se solidariser des camarades plus ou moins libertaires mais qui nous considèrent comme des amis ;

- renforcer les liens avec les familles de prisonniers.

L'auteur du texte en appelle à la solidarité, il précise : « Si ces objectifs se réalisent, nous pourrions transformer l'ATDA en structure. Ces objectifs sont réduits, et pas révolutionnaires, mais il faut y consacrer du temps, y être sensible et lutter ». Aujourd'hui, aucun prisonnier anarchiste n'est officiellement parmi les grévistes de la faim, mais certains d'entre-eux ont participé aux émeutes de décembre dernier.

D'autres ont été soumis à la torture, et l'un d'entre-eux, M., aujourd'hui sorti de prison et malade suite aux mauvais traitements, poursuit la lutte en tant que déserteur, il est ainsi, et malheureusement, exclu du système de santé.

Ce message, reprenant des documents transmis par l'ATDA, est relayé dans un maximum de journaux libertaires pour que la solidarité envers cette association, et ses membres, soit plus efficace.

Vous pouvez envoyer votre soutien à Groupe libertaire de Tours, B.P. 421, 37204 Tours cedex 3, à l'ordre de Manta (précisez ATDA au dos du chèque). Vous pouvez également nous contacter à gro-lito@free.fr, l'adresse directe en Turquie peut être transmise sur demande.

No ! — groupe de Tours

CINÉMA

Little Senegal. Rachid Bouchareb

FILM-LIEN ENTRE DEUX communautés, les Africains et les Afro-américains, *Little Senegal* se bâtit autour d'un comédien et de la force de sa présence psychique et physique: Sotigui Kouyate. Alloune, son prénom dans le film, sera à la fois messager de la mémoire des 30 millions d'Africains arrachés à leur continent pour être vendus comme esclaves et porteur d'une sorte de mission dont il s'est investi lui-même: retrouver les descendants de sa famille, les Robinson, déportés il y a 200 ans. Alloune part en Amérique sur les traces de ses ancêtres après avoir fait visiter pendant trente ans le musée sur l'île de Gorée (au large de Dakar, Sénégal), point de départ des convois esclavagistes et lieu de rupture de l'arbre généalogique pour des milliers de familles.

Ces préliminaires légitiment la présence d'Alloune en Amérique. L'errance solitaire de ce Robinson moderne, veuf à la retraite, qui ne se sépare jamais de sa serviette de cuir aux documents précieux, prend fin quand il retrouve un neveu, chauffeur de taxi, installé dans le *Little Senegal* de New York, lieu refuge pour une communauté d'immigrés pauvres, qui n'a jamais réussi à être intégrée.

Heike Hurst

ML: Dans « Baton rouge » et « Cheb » vous construisez un univers où les personnages de vos films hésitent (ou effectuent un va-et-vient) entre leur culture d'origine et leur culture d'adoption. Après avoir exploré vos origines maghrébines, algériennes, vous choisissez l'Afrique noire comme point de départ, pourquoi?

Rachid Bouchareb: Je ne me sens pas étranger au continent africain. En Afrique du Nord, même chez nous, en Algérie, il ne faut pas oublier qu'on a une population noire qui existe du côté de Béchar et du Sud algérien. Ce sont souvent d'anciens esclaves, ça aussi mériterait un film, un film sur l'esclavagisme des Arabes. Je lisais un article sur les Touaregs, récemment, justement, sur certaines régions en Afrique où l'esclavage est encore présent. Mais j'étais très intéressé à mettre en relation le continent africain, l'Afrique noire et l'Amérique noire. Et j'avais aussi envie de partir d'un thème central donc, je suis parti d'Afrique, de l'île de Gorée, là où l'on a embarqué des millions d'esclaves vers, entre autres, l'Amérique.

ML: Et vous prenez donc comme interprète, Sotigui Kouyate, quelqu'un qui porte cette problématique comme inscrite sur sa figure et dans son physique... avez-vous d'abord vous-même fait ce parcours avant de déléguer cette tâche à votre interprète? Comment avez-vous travaillé?

RB: D'abord j'ai fait une longue enquête aux États-Unis et dans la communauté africaine et la communauté afro-américaine, après je suis allé en Caroline du Sud. Après j'ai fait donc l'itinéraire Gorée, Caroline du Sud, Charleston, les plantations, les librairies, les sociétés d'Histoire où l'on a quelques archives. Donc j'ai fait ce périple et mon personnage a fait exactement le même. Car toute la première partie du film ce sont les vrais intervenants et les lieux authentiques. C'est à l'arrivée à New York que l'on bascule dans la fiction, dans ce que je pourrais appeler « le cinéma ».

ML: Les documents montrés sont très beaux, ce sont de vrais documents. Votre personnage s'appelle Robinson, est-ce une invention, pour justifier cette « robinsonade »?

RB: Ce sont des noms que j'ai trouvés dans les documents. Il y avait des gens qui s'appelaient Jackson, Robinson, plein de noms comme ça. J'avais trouvé aussi un document qui disait « sommes à la recherche de Robinson, évadé; signalement: trois griffes sur le visage, sur la joue gauche ». Donc c'est aussi dans cet itinéraire des documents que je me suis arrêté sur certains noms. Et puis le fait de ne pas trouver de noms africains...

ML: Vous dites qu'il n'y a plus d'archives aux États-Unis sur cette question...

RB: Quand vous voyez à l'image le registre que l'homme ouvre, c'est un des seuls registres qui restent. À la bibliothèque de Charleston, il y avait peu de choses, peu de registres, parce que les esclavagistes au moment de la guerre de sécession les ont brûlés.

ML: Vous a-t-on aidé dans vos recherches ou avez-vous rencontré une certaine hostilité?

RB: Non! Voilà, pousser la porte et dire je voudrais me mettre à la place de mon personnage... qui va faire des recherches sur les descendants de ses ancêtres, ce n'était pas courant. Ce ne sont pas des expériences que des Africains ou des Afro-américains font toute l'année, pas du tout du tout. On pourrait se dire que trois ou quatre personnes par mois seraient dans cette dynamique. Pas du tout, donc à chaque fois c'était quelque chose d'assez exceptionnel...

ML: Votre film est donc structuré en deux parties, une première partie très documentaire et très documentée, une deuxième où votre personnage, Alloune, va

s'immiscer dans la vie des gens qu'il rencontre...

RB: Je voulais retracer l'itinéraire de la mémoire, cette partie de l'histoire et de l'esclavage. Mon personnage est quelqu'un qui part pour une mission. Je voulais absolument que toute cette première partie du film, un quart d'heure, puisse affirmer définitivement sa légitimité pour arriver au cœur de la communauté afro-américaine et exprimer un peu son désir et sa volonté. J'avais besoin d'ancrer le personnage là-dedans et on aurait ça à chaque approche dans



ses relations avec la communauté africaine, afro-américaine, dans Harlem. Cela pouvait renforcer chaque scène, chaque silence, chaque mot prononcé.

ML: Face à Sotigui Kouyate, il fallait donc une interprète qui fasse le poids, comment avez-vous trouvé Sharon Hope (Ida)?

Pour Sotigui Kouyate, c'était une rencontre. Puis j'ai passé 14-15 mois à New York pour préparer et tourner le film. Je cherchais une comédienne formidable, je voulais une proximité physique autour du corps, des bras, des mains. Pour moi, c'était important, même le visage, parce qu'elle est de sa lignée à lui. Je voulais absolument, même si c'était

deux siècles après, une proximité physique au maximum.

ML: Se parler, montrer les documents est insuffisant pour transmettre son travail sur la mémoire qui est, en fait, un luxe... Alloune est au-dessus des contingences, légitimé certes, mais il se permet quand même d'intervenir dans les affaires très personnelles de tous ces gens?!

RB: C'est pour cela que cette première partie était très importante: montrer dans quelle situation se trouve cette communauté afro-américaine aujourd'hui: loin de ses racines, loin de son passé, sans aucune relation avec ça. Cette première partie donne à voir cet éloignement, ce à quoi ils sont confrontés: la pression économique de la société blanche, américaine, bien sûr et le pouvoir de la société économique et politique. Par cette première partie, il fallait indiquer qu'elle était très loin de tout ça et que c'est un luxe de se permettre un parcours comme ça.

C'est un peu ce que l'on voit au début du film: les deux afro-américains - qui ne sont pas des actrices - qui se trouvaient là dans ce couloir, dans une porte qui menait au bateau des esclaves. Il y avait cette émotion, ces larmes, qui étaient réelles. Effectivement, c'est un luxe de se permettre un voyage dans le passé pour essayer de mettre en place des connexions et pour se renforcer soi-même.

ML: Dites moi quelque chose sur cette première et dernière image, ce cadrage, fenêtre ouverte sur la mer, l'océan, l'eau, le début de toute vie et aussi un symbole d'enfermement.

RB: Pour moi c'était important ce petit couloir minuscule, et cette porte ouverte sur le monde qui a chamboulé la vie de millions de personnes.

propos recueillis par Heike Hurst (Radio libertaire)

copinage

Les 26, 27 et 28 avril aura lieu à l'Espace Louise Michel (42 rue des Cascades, Paris 20^e) le « **Cabaret anarchiste à la Belle Époque** ». Des textes de Louise Michel, Jean Grave, Octave Mirbeau, Nelly Roussel... Des chants de la Commune et autres chants de lutte. Réservation: 01 45 26 50 89.

Serge Utgé-Royo chantera à l'Européen (accompagné par Philippe Leygnac et Jack Thyssen) avec **Vanla Adrien Sens** en première partie, les 13 (avec Kalifa), 14 (avec Annick Roux) et 15 mai (avec Pascal Garry) à 20 h 30 (3-5 rue Blot, Paris 17^e). Places: 120 F; 60 F. Tél: 01 43 87 97 13.

24 heures de lecture au restaurant Le Coin tranquille (10, rue du Dr Foucault, Nanterre) « **Libertins, libertaires et autres bestioles...** » du samedi 28 avril à 18 h 30 au dimanche 29 à 18 h 30. 40 lecteurs aux prises avec Sade, Fo, Louys, Brecht... Entrée libre.

radio libertaire
Paris • 89.4 MHz

vendredi 27 avril à 22 h 30:

Jazz en liberté: Jimmy Giuffrè trio en public (1961); Eric Dolphy quintet (1964); Tony Scott ensemble (1970); Charles Gayle quartet en public (1993); Joe Maneri quartet (1993); Denis Colin et les Arpenteurs (1999).

mercredi 2 mai à 10 h 30:

Blues en liberté: jazz et blues, les interconnexions.

LECTURE

Le Mythe Hergé

Maxime Benoît-Jeannin

RÈGLEMENT DE COMPTE OU pas, Maxime Benoît-Jeannin a visiblement besoin de régler ses comptes. Et l'on sent en lisant son livre que l'enfant émerveillé a bien été trahi. Que penser en effet lorsque l'on constate, l'âge de raison venu, que les héros de son enfance étaient issus de l'imagination fertile d'un dessinateur antisémite et raciste? Admettons qu'Hergé soit le fruit typique de certaines valeurs et de certaines mentalités de l'époque, cela ne justifie certes rien mais cela explique beaucoup de choses. Partant du décorticage d'un certain nombre d'albums, précisément ceux parus pendant la guerre, Maxime Benoît-Jeannin, nous révèle que bien loin d'une certaine candeur naïve, Hergé fut véritablement et objectivement, répétons-le, un auteur antisémite et raciste.

Témoins, certaines images aujourd'hui devenues insupportables, comme celles de deux juifs dans l'Étoile Mystérieuse (1942), le nez crochu, évidemment bossus et évidemment obséquieux en dialoguant: - Tu as entendu, Isaac?. La fin du monde! Et si c'était vrai? - Hé! Hé! Ce serait une bonne bedide affaire, Salomon! Che tois 50 000 francs à mes vournizeurs... Comme ça che ne trefrais bas bayer. Ne courez pas chez votre libraire pour acheter l'album, ces deux vignettes ont été remplacées plus tard. Comme celles de Tintin au Congo (1931) où il traite les pygmées de moricauds et dans lesquelles il vient faire la classe aux enfants «nègres» en leur enseignant leur beau pays: la Belgique. Mais malgré les versions successives de certaines séquences, où l'on ne parle plus volontiers petit nègre (Coke en

Stock 1958) au fur et à mesure expurgées sur les demandes de Casterman, il reste que l'esprit Tintin, tel que nous le préconisait *Libération* en l'an 2000, est quelquefois à prendre avec des pincettes. Condescendance avec l'étranger, bons et méchants parfaitement identifiés, Tintin a toujours une B.A. sur le feu et surtout, surtout, ne se mêle pas de politique. Ouvrage salutaire, *Le Mythe Hergé*, dépiaite l'œuvre de celui qui fut et qui reste un des héros malicieux et débrouillard et l'un des personnages favoris de tous ceux que guette la trahison de leur jeunesse. Mais cette trahison-là, sera t-elle bien la seule?

Jean-Pierre Gault

Le Mythe Hergé. Maxime Benoît-Jeannin. Editions Golias (69 F - En vente à la librairie du Monde libertaire; 76 F avec port).

OGM: Dire non aux chimères et au hold-up du vivant

LES GROUPES FRANCISCO FERRER (LORIENT) ET René Lochu (Vannes) travaillent au sein du Collectif Anti-OGM du Morbihan avec ATTAC 56 et la Confédération paysanne de ce département. Depuis peu la CNT 56 nous y a rejoint. Les initiatives prises émanent de tous sans leadership particulier des uns sur les autres, et surtout sans arrière-pensée politicienne. Des objectifs clairement définis permettent d'avancer ensemble et de faire entendre nos positions.

Pas de recherche publique pour les profits privés

En mémoire des 19 paysans brésiliens du mouvement des Sans terre assassinés le 17 avril 1996, et dans le cadre de la journée du refus des OGM, nous appelions à un rassemblement devant l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) afin d'y interpeller les chercheurs et les responsables. Le groupe La Commune avait bien préparé l'accès faisant dire à un membre d'ATTAC qu'il était agaçant de constater que c'était les ans qui étaient les plus organisés et les plus présents. Peu de monde au rendez-vous par ailleurs, les médias ayant fait le barrage habituel. Les échanges verbaux avec l'INRA se sont apparentés clairement à de la langue de bois.

Le débat s'est avéré extrêmement intéressant et la salle plus remplie que ne le laissait espérer notre passage devant l'INRA. Jean-Pierre Tertrais intervenait au nom des anarchistes et brossait rapidement le paysage qui a amené l'agriculture au stade où elle en est à ce jour. Le problème des OGM, même s'il devait être réglé d'une manière ou d'une autre, n'étant finalement que l'aboutissement de la logique d'accumulation du capital et donc celui de la possession de la terre. La répartition des grandes propriétés féodales lors de la Révolution française en une multitude de petites propriétés est en train d'être complètement inversé par le regroupement et la disparition des

petites exploitations familiales. Aujourd'hui les seigneurs capitalistes sont des banques, des entreprises d'agroalimentaire et de gros exploitants, tous profitant des largesses de l'État (les subsides) pour améliorer leur puissance. La collectivisation des terres au profit de tous étant de notre avis la seule solution.

Jean-Pierre Berland, passionnant dans son rôle de chercheur désabusé, a démontré tout d'abord l'arnaque sémantique que constituait le mot d'OGM. Tout est toujours « modifié » dans la nature. Nous sommes nous-mêmes des hybrides. En fait, il dénonçait très clairement ce que ces boîtes appellent les sciences de la vie qui ne sont que des néotechnologies, qui tentent de scinder définitivement le couple production-reproduction... afin de s'approprier définitivement la partie reproduction par le biais de semences « brevetées ». La dénonciation par des entreprises comme Monsanto du « privilège du paysan » (la reproduction naturelle) reviendrait à dire qu'il faut obliger les gens à fermer leurs vœux et vivre dans le noir pour cause de concurrence déloyale du volet envers les fabricants de chandelles ou les producteurs d'électricité!

Une « PAC » indéboulonnable

François Dufour clôturait en appelant à une mobilisation internationale, mais aussi européenne en rappelant que nos gouvernements socialistes n'étaient toujours pas prêts à modifier la PAC. Les gémissements de la FNSEA ont encore de beaux jours devant eux et nous n'avons pas fini de payer des impôts pour subsidier un mode de production dont personne ne veut plus. Suprême raffinement, les semenciers donnent aujourd'hui gratuitement leurs saloperies afin de rendre capotifs les derniers réfractaires...

Décidément, demain ne chante pas encore et nous pouvons affûter nos faucilles et nous mettre en quête de champs de transgéniques à détruire... Au boulot, il y a sûrement quelque chose près de chez vous...

Bruno Schiphorst - groupe René Lochu (Vannes)

Québec : communiqué de la Fédération anarchiste

À QUÉBEC DANS LE CADRE DE LA tenue du troisième sommet des Amériques, des mesures répressives et policières, des restrictions massives des libertés fondamentales sont en place depuis le 19 avril.

Le 20 avril, au moins 10 000 manifestants se sont confrontés aux forces policières tandis que des milliers de personnes participaient à des zones libres absolument pacifiques. Les affrontements ont duré jusqu'à 4 h du matin, menant à une centaine d'arrestations.

Le 21, 60 000 personnes ont participé à la grande marche unitaire des syndicats. 15 000 d'entre elles dont de nombreux syndicalistes ont quitté la marche pour rompre le périmètre de « sécurité ». Plusieurs brèches furent effectuées. Des affrontements violents en découlèrent. 145 arrestations furent effectuées en date du samedi 21 avril, 18 h. Plusieurs militant-e-s anarchistes sont emprisonné-e-s sous des chefs

d'accusations graves allant de la « participation à une émeute », d'« attroupement illégal » jusqu'à « entrave au travail des policiers ». Les 7 présumés membres du groupe Germinal, arrêtés plus tôt dans la semaine, sont comparus pour la deuxième fois lundi matin. La plupart font face à de nombreuses accusations graves allant de « complot pour commettre un méfait pouvant mettre en danger la vie humaine » à « recel de matériel militaire » en passant par « vol ».

Un membre du groupe anarchiste Émile-Henry (NEFAC) fut jugé mercredi pour « complot afin de commettre un méfait ». Jaggi Singh, militant anarchiste de la CLAC a littéralement été enlevé en pleine rue par un commando policier. Il est actuellement accusé de « participation à une émeute », de « possession d'armes » (une catapulte à toutou en peluche!) et de « bris de conditions ». Il est repassé en jugement mercredi.

La Fédération anarchiste s'élève contre cette criminalisation des mouvements populaires qui s'opposent aux politiques économiques découlant de la mondialisation. C'est pourquoi nous affirmons notre solidarité avec les initiatives populaires, sociales et politiques qui disent, dans la rue leur rejet de ce sommet, de ses conséquences immédiates et quotidiennes pour les Québécois et des effets à plus long terme pour les tous les Américains du nord comme du sud. Nous réclamons la levée des sanctions imposées aux manifestants, la libération des emprisonnés. Nous relevons qu'une fois de plus, après Prague et Nice, c'est la répression que l'on utilise contre ceux qui jugent les chefs d'États et leurs mesures comme inhumaines et illégitimes. La répression des mouvements sociaux est une constance sous toutes les latitudes démocratiques ou non: notre solidarité et notre indignation contre la répression, aussi.

Fédération anarchiste

Tournée de débat autour de l'éducation en Bretagne Organisé par l'Union Régionale Bretagne de la FA

AVEC NICO HIRTT (MEMBRE DE L'ASSOCIATION POUR une Ecole démocratique) est connu pour ses écrits et ses recherches sur les stratégies patronales en matière d'enseignement à l'échelle européenne et mondiale. Son dernier ouvrage à VO Éditions s'intitule « Les nouveaux maîtres de l'École, l'enseignement européen sous la coupe des marchés ». Avec des membres du LAP (Lycée Autogéré de Paris) et avec des personnes investies localement dans des mouvements pédagogiques pour discuter du sens (sa finalité) de l'école et de la question institutionnelle, de l'organisation hiérarchique ou non de l'école.

10 mai 20h30 Nantes, 17 rue Paul Bellamy co-organisé avec CNT, No Pasaran

11 mai 12h30 Nantes Université de Lettres et Sciences Humaines (amphi D, amphi sous réserve) co-organisé avec le collectif d'étudiants en grève.

11 mai 20h30, Vannes Palais des Arts avec présence de personnes impliquées dans les projets collégés expérimentaux

12 mai à partir de 14h30, Lannion, Maison des associations avec Projets collégés expérimentaux, Ecole Emancipée...

12 mai 20h Rennes MJC La Palette, rue du Pré de Bris...

A G E N D A

Jeudi 26 avril

MONTPELLIER: Exposé-débat sur l'œuvre de Gustave Courbet, peintre emblématique de la Commune à 20h30 à la librairie « La mauvaise réputation », 20, rue Terral.

NARBONNE: La Fédération anarchiste vous invite à une conférence-débat sur « le Sale air du salariat » à 20h30 à l'Athénée Albert-Camus, 36 rue de Cugnaux, M° Patte-d'oie.

TOULOUSE: Michel Curade et Michel David de la Confédération paysanne passent en procès au tribunal de grande instance à 11 heures face à Monsanto pour une action anti-OGM.

vendredi 27 avril

LYON: Projection vidéo de « La Bataille d'Alger » de Gilles Pontecorvo au Café libertaire à 21 heures. c/o Librairie La plume noire, 19 rue Pierre-Blanc, 1^{er}.

samedi 28 avril

MARSEILLE: Conférence au CIRA « Jean-Jacques Rousseau face aux anarchistes » avec Tangy L'Aminot à 15 heures, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucins, 1^{er}).

MONTPELLIER: Le groupe « Un autre futur » de la F.A. organise à 17 heures une projection vidéo du film « La Commune » de Robert Menegoz; à 19 h Emmanuel chante la Commune de Paris. Librairie « La mauvaise réputation », 20, rue Terral.

MUZILLAC (56): Soirée théâtre avec « Les maîtres et le mauvais gâs » d'après Gaston Couté organisée par la Confédération paysanne à la Salle du vieux couvent à 20 h 30.

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Edoardo Colombo, pour le livre « De l'histoire du mouvement révolutionnaire. Actes du colloque international "Pour un autre futur" » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

lundi 30 avril

SAINT-ETIENNE: La CNT-AIT organise une rencontre autour du livre « De l'histoire du mouvement ouvrier international » à 19 heures salle Sacco et Vanzetti de la bourse du Travail en présence d'Edoardo Colombo, Daniel Colson et Philippe Pelletier.

mardi 1^{er} mai

AUBENAS (07): Le groupe d'Aubenas de la F.A. appelle tous les drapeaux noirs; le syndicat CNT interprofessionnel de la basse Ardèche appelle tous les drapeaux rouge et noir à manifester à partir de 10 heures place du Champ de Mars afin de redonner à cette journée de lutte ces vraies couleurs.

BESANÇON: 1er Mai libertaire CNT-FA. 10 h : manifestation place Pasteur. A partir de 12 h : apéro au local de la CNT : 4, rue de l'École : casse-croûte, salade, dessert au local de la CNT et à celui de la Fa (librairie l'Autodidacte), 5, rue Marulaz. Si le temps le permet, on s'installe pour manger place Marulaz. 15 h : vidéo à l'Autodidacte. 18 h : Animation musicale local CNT.

METZ: La FA, la CNT appellent à manifester à 9 h 30 devant la gare. Rassemblement à 14 heures devant le centre de rétention en solidarité avec les sans-papiers puis à 15 h 30 projection du film « Parti les mains vides » suivi d'un débat salle Robert-Ochs et à 20 h, projection de « L'An 01 » suivi d'un débat sur le travail.

NIMES: Le groupe Gard-Vaucluse de la F.A. et la CNT-AIT du Gard organisent un bloc libertaire lors de la manif syndicale du 1er mai. Rendez-vous à 10 h 45 place de la Maison carrée.

PARIS: Les groupes parisiens de la F.A. appellent à manifester. Rendez-vous à midi place des fêtes.

ROUEN: Après la manif, le groupe de la FA invite ses sympathisants à un pot à sa librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire, suivi d'un pique-nique.

Jeudi 3 mai

METZ: Le groupe de la F.A. organise une vidéo-conférence « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » à 20 heures à la Maison des associations.

samedi 5 mai

MARSEILLE: Conférence au CIRA « La Cecilia » avec Isabelle Felici à 15 heures, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucins, 1^{er}).

SAINT-NAZAIRE: Des rencontres et des débats auront lieu à l'occasion du centenaire de Fernand Pelloutier, à l'initiative de Front libertaire, à la Maison du peuple, place Allende. Au programme: Pelloutier et l'essor des bourses du travail, Pelloutier anarchiste, Le mouvement des chômeurs, et une table ronde sur l'actualité de l'anarchosyndicalisme. Tables de presse. Réservation: 06 85 63 64 93.